

Romainville, le 03 avril 2025,

Démocratie, écologie et solidarité

Nos villes et communes ont toujours été à la pointe du **progrès politique et social**. L'école laïque, gratuite et obligatoire, le logement social, les services publics ont d'abord été des solutions locales, répondant collectivement aux difficultés rencontrées par le plus grand nombre. C'est pourquoi notre vision de l'action communale s'inscrit dans l'héritage de la Commune de 1871, des socialismes et des communismes municipaux du 20e siècle.

Cette capacité de résistance et d'innovation locale est plus que jamais nécessaire. La droite anti-sociale macroniste, tâchant de conserver le pouvoir malgré sa défaite aux législatives, accélère sa convergence avec l'extrême-droite xénophobe et autoritaire. Pour **défendre et étendre les solidarités concrètes**, fondements de notre vie en commun, Romainville doit devenir un bastion des luttes populaires.

Si nous reconnaissons à l'actuelle majorité ses quelques réussites, nous souhaitons donc porter une **nouvelle vision de l'action communale**, en particulier dans les domaines démocratique et écologique. Précisément ceux où la coalition de 2020 devait faire « autrement ». L'action communale insoumise construira de nouveaux outils au service du droit d'intervention des citoyens dans les affaires communes. Il nous faudra, aussi, étendre le domaine de la propriété communale pour élargir les biens communs et les droits du vivant sous toutes ses formes.

Cette politique exigeante s'opposera absolument à tout compromis avec les mauvaises habitudes des roitelets locaux de tous bords. Leur habitude de confisquer le pouvoir municipal et d'organiser la prise de décision autour d'une seule personne doit être combattue. Aucune insoumise, aucun insoumis n'a pour objectif de se transformer en notable, ni de créer une énième caste de bureaucrates qui croient tout savoir mieux que les habitantes et habitants.

Alors, il faut regarder l'histoire récente de nos communes sans naïveté. La politique au niveau local, surtout à un échelon intercommunal éloigné du vote et de la surveillance citoyenne, a largement contribué à créer une culture de l'irresponsabilité et de l'inaction municipale. Les multiples délégations de compétences ont dessaisi nos communes de leur possibilité d'action au profit des intercommunalités, départements, métropoles ou régions. Dans ces cénacles opaques, la décision politique a été bannie au profit d'arrangements asphyxiants présentés comme des « solutions techniques ». Le consensus technocratique y a été sanctifié, et toute alternative nécessaire est invisibilisée.

L'argent, il faut le dire, s'ingère bien souvent dans ces décisions. Car nos communes sont de juteux gâteaux pour les oligarques de l'immobilier, du BTP, les monopoleurs de l'eau, des déchets, des transports ou, dans la période la plus récente, pour les seigneurs féodaux du numérique. « Attractivité du territoire », « partenariats publics privés », « marchés globaux de performance », « renouvellement urbain », « marketing territorial » sont les mots ronflants pour habiller une réalité

bien laide : la vente à la découpe de nos villes aux intérêts privés. Et bien sûr, comme à chaque fois que politique et argent se cajolent d'un peu trop près, la corruption n'est jamais loin.

Disons-le tout net : c'est inacceptable, et dans la politique communale de Romainville l'Insoumise c'est inenvisageable.

La commune insoumise est un **outil de transformation sociale, populaire, écologique, institutionnel et économique**, visant une rupture avec l'injustice de l'ordre établi, pour le bénéfice de toutes et tous. Son moyen est la récupération par le peuple des institutions de la démocratie, c'est-à-dire la « révolution citoyenne ». Bien sûr, celle-ci ne sera pas réalisée si elle n'a lieu qu'à Romainville. La place institutionnelle dans l'appareil d'Etat, les ressources financières, l'échelle productive des territoires communaux ne le permettent pas. Mais, nous pouvons nous forger, ici et maintenant, une culture de l'intervention populaire permanente, mettre sur pied des pratiques, des habitudes et un nouveau rapport aux élus, nécessaires pour construire la démocratie réelle à l'échelle nationale. Romainville peut ainsi devenir un espace pour l'approfondissement de la souveraineté populaire.

Mais ce n'est pas tout. Pour nous réinclure dans l'ensemble du vivant, l'une des tâches principales sera de rompre avec les modes insoutenables de production, de consommation et d'échange. La **planification écologique, démocratique et populaire** en est le moyen concret. C'est à l'échelon communal que sont exprimés les besoins réels. C'est donc là que doit se régler leur gestion. Ce que le marché capitaliste ne saura jamais faire et que nous refusons donc de lui céder, c'est à la démocratie communale de le réaliser. Animés de cet idéal, et avec un réseau de communes insoumises, nous recommencerons ainsi à **étendre le domaine du public et des communs** pour répondre, collectivement et de manière solidaire, aux défis de demain.

Romainville est en ébullition. Nous vivons une période de croissance avec de nombreuses arrivées et une urbanisation croissante. Nous sommes le reflet de la nouvelle France, brassée par les migrations, métissée par la vie, de plus en plus citadine et ouverte sur le monde. Notre commune est plurielle et créole. Elle invente sans cesse un universel depuis ses multiples cultures. Cette richesse doit être défendue par un **combat résolu contre le racisme, le sexisme, toutes les discriminations déshumanisantes et tous les autoritarismes**. C'est cette lutte qui nous rendra égaux en humanité, et qui doit être soutenue et incarnée par la culture, le sport, l'engagement et la solidarité.

Résolument pluralistes, nous convergerons avec toutes les forces de gauche et citoyennes qui partagent sincèrement et en actes cette boussole d'action communale que nous résumons en trois mots : **démocratie, écologie et solidarité**.